

FINANCIÈRE DE L'ODET

Rapport Financier Semestriel 30 juin 2009

	Rapport d'activité	p. 2
	Comptes consolidés résumés semestriels	p. 10
	Tableau de variation de la trésorerie consolidée	p. 14
	Tableaux de variation des capitaux propres consolidés	p. 15
	Annexe aux comptes consolidés résumés semestriels	p. 16
	Attestation du responsable du rapport semestriel	p. 33
	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	p. 34



Rapport d'activité

Résultats consolidés

- ❖ Le résultat opérationnel qui ressort à 84 millions d'euros, en hausse de 20 %, intègre les éléments suivants :
 - bons résultats des activités transport et logistique, distribution d'énergie, et augmentation importante des recettes publicitaires des médias,
 - croissance des dépenses de développement réalisées dans les nouvelles activités (véhicules électriques, batteries électriques, supercapacités, médias et télécoms).

- ❖ Le résultat net ressort à 39 millions d'euros au 30 juin 2009, contre 139 millions d'euros au 30 juin 2008. Le résultat net du premier semestre 2008 intégrait des éléments non-récurrents : 358 millions d'euros de plus-value sur la cession de titres Vallourec ainsi que 223 millions d'euros de dépréciations des titres.

- ❖ La cession de l'activité Papiers en juillet 2009 a entraîné son reclassement en activités destinées à la vente dans les résultats du premier semestre 2009 et de 2008.

Chiffres clés consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	2 952	3 523
Résultat opérationnel	84	70
Résultat financier	(35)	258
Part dans le résultat net des entreprises associées	34	(144)
Impôts	(35)	(33)
Résultat des activités destinées à la vente	(9)	(12)
Résultat net	39	139
dont part du Groupe	13	80

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 2 952 millions d'euros contre 3 523 millions d'euros au premier semestre 2008.

Chiffre d'affaires du premier semestre 2009 par activité	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Transport et logistique	1 973	2 185
Distribution d'énergie	835	1 178
Industrie	83	110
Médias, télécoms, plantations, holdings	61	50
Total	2 952	3 523

- ❖ Le recul de 16 % du chiffre d'affaires, s'explique principalement par la baisse des prix des produits pétroliers dans l'activité distribution d'énergie et par la baisse des volumes et des taux de fret dans l'activité transport et logistique.
- ❖ Comme annoncé, cette baisse n'a pas eu d'impact négatif sur les résultats opérationnels de ces activités au premier semestre 2009.
- ❖ Les recettes publicitaires des médias sont en forte progression (x 2 par rapport au premier semestre 2008).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du premier semestre 2009 s'élève à 84 millions d'euros, en progression de 20 % par rapport au premier semestre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Transport et logistique	141	141
Distribution d'énergie	30	21
Industrie	(52)	(43)
Médias, télécoms, plantations, holdings	(35)	(49)
Résultat opérationnel	84	70

- ❖ Maintien du résultat opérationnel des activités transport et logistique.
- ❖ Forte progression du résultat de l'activité distribution d'énergie (+ 44 %) qui a bénéficié d'un hiver particulièrement rigoureux.
- ❖ Conformément à la stratégie du Groupe, le résultat opérationnel intègre les efforts dans l'industrie, marqués principalement par l'augmentation des coûts de développement de l'activité véhicules électriques, lancée début 2008 et des dépenses engagées dans la batterie électrique et les supercapacités.
- ❖ Les autres activités bénéficient du doublement des recettes publicitaires des médias.

Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Dividendes et revenus de VMP	26	12
Coût net du financement	(46)	(50)
Autres produits et charges financiers	(15)	296
Total	(35)	258

- ❖ Le résultat financier bénéficie à la fois de l'augmentation des dividendes reçus (Vallourec) et de l'amélioration du coût du financement consécutive à la baisse des taux d'intérêt.
- ❖ Il est peu comparable au résultat financier du premier semestre 2008 qui intégrait notamment 358 M€ de plus-value sur la cession de 3,6 % de Vallourec.

Part dans le résultat net des entreprises associées

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Part dans le résultat net des entreprises associées	34	(144)

La part dans le résultat net des entreprises intègre:

- 15 M€ de résultat provenant des participations dans le secteur des médias (Havas, Aegis et Euromédia Group). Le premier semestre 2008 intégrait 204 M€ de dépréciation des titres Havas.
- 19 M€ de plantations, contre 45 M€ au 30 juin 2008, qui incluait un très fort impact de mise à la juste valeur des actifs biologiques (IAS 41).

Structure financière

<i>En millions d'euros</i>	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Capitaux propres	2 048	1 802
dont part du groupe	1 256	1 075
Endettement net	2 085	2 066
Ratio endettement net/fonds propres	1,02	1,15

- ❖ Capitaux propres : 2 048 M€ en augmentation de 246 M€ compte tenu des résultats et de la remontée des valeurs boursières.
- ❖ Endettement net pratiquement stable : 2 085 M€ malgré la progression des investissements et le renforcement dans le capital de Vallourec pour 83 M€ au premier semestre 2009.
- ❖ Le portefeuille de titres cotés (dont Mediobanca, Vallourec, Havas, Aegis, Socfinal, Socfinasia) dont la valeur boursière est de 1 636 M€ au 25 août 2009, n'est pas déduit de l'endettement net.
- ❖ Liquidité du Groupe :
 - principale ligne : crédit syndiqué 1,1 Md€ sans covenants financiers, échéance 2014,
 - plus de 900 M€ de crédits confirmés non tirés à fin juillet 2009.

Activités

Transport et Logistique

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	1 973	2 185
Résultat opérationnel	141	141
Investissements ⁽¹⁾	93	75

⁽¹⁾ y compris l'acquisition de White Horse en 2008

- ❖ Bons résultats des activités Transport et logistique, malgré la baisse de 10 % du chiffre d'affaires.
- ❖ Lancement des marques Bolloré Africa Logistics et Bolloré Logistics afin de fédérer le réseau et d'améliorer sa visibilité et sa notoriété.

Logistique internationale

Maintien à un niveau élevé des résultats malgré la baisse du chiffre d'affaires liée au fort ralentissement des échanges internationaux.

- ❖ Dans un environnement marqué par une baisse importante des volumes, Bolloré Logistics bénéficie de son positionnement fort dans les zones moins impactées par la crise. Le réseau enregistre de forts niveaux d'activité en Chine, en Inde et en Afrique.
- ❖ Les résultats demeurent également satisfaisants en Europe et aux États-Unis malgré la baisse des volumes, ainsi que dans les Dom Tom en dépit des grèves aux Antilles au début du premier semestre.
- ❖ Forte progression des résultats dans le domaine des projets industriels qui connaît un niveau d'activité élevé dans les secteurs de l'énergie et des matières premières.
- ❖ La manutention portuaire en France est pénalisée par le ralentissement des volumes.
- ❖ Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer son réseau international, Bolloré Logistics continue à étudier des opportunités de développement et d'acquisitions ciblées.

Transport et logistique Afrique

Poursuite de la croissance des activités du Groupe en Afrique et des investissements importants, réalisés principalement dans les ports.

- ❖ Poursuite des investissements dans les ports :
 - démarrage au 1^{er} juillet 2009 de l'exploitation du terminal portuaire de Pointe-Noire au Congo dont la concession a été attribuée à Bolloré Africa Logistics fin 2008,
 - obtention en août 2009 de la concession du terminal conteneurs de Cotonou au Bénin (25 ans),
 - le Groupe a également récupéré au cours du premier semestre l'exploitation de ses activités de manutention au Togo.
- ❖ Excellents résultats réalisés sur l'ensemble du continent :
 - Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale : bonnes performances en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, au Congo, au Nigeria et au Ghana,
 - Afrique de l'Est, Afrique Australe : forte progression des résultats au Kenya, en Ouganda, en République Démocratique du Congo et en Angola, et contribution positive des acquisitions réalisées en Afrique du Sud en 2008 (White Horse et SAEL).

Distribution d'énergie

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	835	1 178
Résultat opérationnel	30	21
Investissements	4	5

- ❖ Forte progression du résultat opérationnel (+ 44 %) malgré le recul du chiffre d'affaires (-29 %) lié à la baisse des prix des produits pétroliers.
- ❖ En France, très bons résultats des activités de distribution, de transport et de stockage de produits pétroliers, grâce notamment à un hiver particulièrement rigoureux, parmi les plus froids des 20 dernières années.
- ❖ Europe, excellent semestre de Cica en Suisse dans un contexte d'hiver rigoureux et de niveau des cuves bas, et bonne marche de Calpam en Allemagne dans les activités fioul domestique et soutes.

Industrie

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	83	110
Résultat opérationnel	(52)	(43)
Investissements ⁽¹⁾	6	9

⁽¹⁾ L'essentiel des dépenses dans les batteries électriques, supercapacités et véhicules électriques est comptabilisé en charges d'exploitation.

- ❖ Augmentation des dépenses consacrées au développement de nouveaux produits hautement technologiques : véhicules électriques, batteries électriques et supercapacités.
- ❖ Environnement toujours difficile pour les activités industrielles. Cession de l'activité Papiers en juillet 2009 (résultats reclassés en activités destinées à la vente).

Batteries électriques / Supercapacités / Véhicules électriques

- ❖ **Augmentation des dépenses due au démarrage de la phase industrielle**
 - Démarrage le 24 septembre 2009 des deux usines de production de batteries en Bretagne et au Canada, capables de produire plusieurs dizaines de milliers de batteries par an.
 - Développement commercial de l'activité supercapacités, notamment dans les activités automobile et transports collectifs.
- ❖ **Poursuite des deux joint-ventures pour développer des véhicules électriques :**
 - VEPB (Véhicule Électrique Pininfarina Bolloré) : joint-venture à 50 % Bolloré-Pininfarina, afin de concevoir et produire une voiture électrique. La pré-réservation de la Bluecar a été ouverte lors du salon de l'automobile de Genève en mars 2009 pour des premières livraisons en 2010.
 - Gruau Microbus : joint-venture à 50 % Bolloré-Gruau, pour produire et commercialiser dès 2010 des microbus utilisant les batteries et supercapacités produites par Batscap et Bathium.

Films plastiques

- ❖ Baisse des ventes de films diélectriques et d'emballage dans un contexte de net recul de la demande constaté depuis le second semestre 2008.
- ❖ La baisse du coût des matières premières et l'amélioration de la parité euro/dollar ont permis de limiter l'impact de la crise économique sur les résultats de cette activité.

IER

- ❖ La conjoncture du secteur transport aérien étant très difficile, le chiffre d'affaires d'IER est largement affecté (-24 %). Les réductions de coûts mises en place ne produiront leurs effets qu'à partir de 2010.

Papiers minces

- ❖ Cession de l'activité Papiers en juillet 2009 au groupe américain Republic, qui avait déjà acquis en 2000 l'activité cahiers à cigarettes de Bolloré.
- ❖ L'activité Papiers a été reclassée en résultat des activités destinées à la vente (IFRS 5) : -9 M€ intégrant le résultat du semestre et l'impact de la cession.

Médias, télécoms, plantations, holdings

Plantations

Bons résultats des plantations, en retrait après une année 2008 exceptionnelle. Les cours de l'huile de palme et du caoutchouc qui s'étaient envolés à des niveaux records en cours d'année 2008, avant de chuter fortement en fin d'année se sont légèrement repris au premier semestre 2009.

- ❖ **Safa Cameroun** (8 900 hectares d'hévéas et de palmiers à huile) : baisse de 17 % du chiffre d'affaires : (9 M€) liée principalement à la baisse des prix de vente du caoutchouc. Résultat opérationnel après IAS 41 : 5 M€; résultat net : 4 M€
- ❖ **Groupe Socfinal** ⁽¹⁾ : le Groupe détient près de 39 % de Socfinal, qui gère 140 000 hectares de plantations en Asie et en Afrique :
 - **Socfindo**, en Indonésie, (50 300 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat 21 M€ contre 30 M€ au premier semestre 2008 (qui était en progression de 71 %) du fait de la baisse des prix de vente de l'huile de palme et du caoutchouc,
 - **Okomu**, au Nigeria, (14 300 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat de 2 M€ contre 10 M€ au premier semestre 2008 qui avait connu une très forte progression,
 - **Socapalm** (25 300 hectares de palmiers), au Cameroun : résultat net 7 M€ malgré la baisse de la production, obtenu grâce au maintien des prix de vente de l'huile de palme,
 - **Ferme Suisse** (3 700 hectares de palmiers) au Cameroun : résultat net 1,6 M€ contre 3,6 M€ au 30 juin 2008,
 - 1. **Lac**, au Liberia, (13 400 hectares d'hévéas) : forte baisse de la production liée à des difficultés d'approvisionnement en matières premières, résultat à l'équilibre,
 - **SOGB**, en Côte-d'Ivoire, (22 800 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net 2 M€ impacté par la baisse des prix de vente.

⁽¹⁾ données sociales avant retraitement IFRS. Les plantations du Groupe Socfinal sont mises en équivalence dans les comptes de Bolloré.

Autres actifs agricoles

- ❖ **Fermes américaines** ⁽²⁾ : les trois fermes représentent 3 000 hectares. Les terres agricoles (coton, maïs, soja, arachides) cultivées sont louées, tandis que les pinèdes (600 hectares) sont plantées et entretenues directement. Loyers 1^{er} semestre 2009 : 0,5 M\$.
- ❖ **Vignes** ⁽²⁾ : deux domaines viticoles dans le Sud de la France, le « Domaine de la Croix » (cru classé) et le « Domaine de la Bastide Blanche » représentant une superficie de 230 hectares (dont 104 hectares de droits viticoles). Poursuite de la restauration du vignoble avec 68 % de vignes replantées. Progression de la production, qui devrait représenter 350 000 bouteilles en 2009, et début de commercialisation (CA x 2 au premier semestre 2009 à 0,6 M€).

⁽¹⁾ non consolidées

Communication, médias

Poursuite des développements du secteur communication-médias

❖ **Bons résultats dans la télévision et la presse gratuite**

- **Direct 8** :
 - très forte augmentation de l'audience (2,4 % d'audience en juillet 2009),
 - près de 30 millions de téléspectateurs par mois,
 - nombre d'annonceurs : 353, en progression de 42 %.
- **Direct Matin – Direct Soir** :
 - 1,3 million d'exemplaires distribués quotidiennement, audience moyenne de près de 2 millions de lecteurs par numéro,
 - **Direct Matin** : succès croissant du quotidien gratuit Direct Matin réalisé en partenariat avec Le Monde et le réseau Ville Plus, lancement de Direct Nice et Direct Toulouse, début 2009,

- **Direct Soir** : succès des grandes signatures et partenariat avec Le Figaro,
- Lancement en juin 2009 de **Direct Sport**, supplément hebdomadaire gratuit diffusé à 450 000 exemplaires le vendredi
- o **Recettes publicitaires** : multipliées par 2 au premier semestre 2009 : 25 M€ couvrant désormais près de 2/3 des dépenses.

❖ **Logistique audiovisuelle et cinéma**

- o **Euro Média Group** ⁽¹⁾ : Bolloré détient 18 % d'EMG, le leader en Europe de la logistique pour le cinéma et la télévision qui a réalisé un chiffre d'affaires de 133 M€ au premier semestre 2009.
- o Le Groupe détient près de 10 % du capital de **Gaumont** et est également propriétaire du cinéma **Mac-Mahon** à Paris.

⁽¹⁾ Mis en équivalence

❖ **Investissements dans la publicité et les études**

- o **Havas** (32,9 %) :
 - revenu : 700 M€ croissance organique - 9,2 %,
 - malgré la baisse du chiffre d'affaires, et hors plus-value réalisée en 2008, le résultat net part du Groupe est stable à 40 M€
 - endettement net : 179 M€ au 30 juin 2009 contre 340 M€ un an plus tôt (- 47 %).
- o **Aegis Group Plc** (participation de 29,9 %)
 - croissance organique -10,8 %,
 - résultat opérationnel : 23 M£ contre 52 M£ au premier semestre 2008,
 - résultat net part du groupe : -2 M£ contre 30 M£ au premier semestre 2008,
 - endettement net : 362 M£ au 30 juin 2009 contre 271 M£ un an plus tôt (+ 34 %).
- o Le Groupe détient 100 % de l'institut d'études et de sondages **CSA** (chiffre d'affaires de 12 M€ au premier semestre 2009) et une participation inférieure à 15 % dans **Harris Interactive**, société américaine spécialisée dans les études par Internet.

o

❖ **Développement dans les télécoms**

- o **Wimax** :
 - après l'acquisition de 8 licences régionales complémentaires en 2008, Bolloré Télécom détient 20 licences,
 - poursuite des tests des sites pilotes de la région parisienne et sur la Côte d'Azur des équipements proposés par les constructeurs,
 - dépenses cumulées à ce stade supérieures à 100 M€
- o **Wifirst** : commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, notamment dans les résidences pour étudiants. Son parc atteint désormais 68 000 chambres installées.
- o **Direct TGV** : joint-venture avec la SNCF pour développer et commercialiser l'Internet pour les passagers du TGV Est (démarrage automne 2009).

Participations

❖ **Vallourec**

- o A la suite de l'acquisition de titres supplémentaires au premier semestre 2009 pour 83 M€, le Groupe détient, au 30 juin 2009, 5,6 % du capital de Vallourec (valeur boursière au 25 août 2009 : 329 M€).

❖ **Havas** ⁽¹⁾ (32,9 %)

- o Valeur boursière de la participation au 25 août 2009 : 314 M€

❖ **Aegis** ⁽¹⁾ (29,9 % ⁽²⁾)

- o Valeur boursière de la participation au 25 août 2009 : 393 M€

❖ **Socfinal** ⁽¹⁾ (38,7 %) - **Socfinasia** ⁽¹⁾ (21,8 %) :

- o Valeur boursière des participations au 25 août 2009 : 184 M€

❖ **Mediobanca** (5 % détenue par la Financière de l'Odet) :

- o Financière de l'Odet fédère un groupe d'investisseurs internationaux détenant au sein du Pacte d'actionnaires 10 % du capital de Mediobanca et disposant de quatre représentants au Conseil d'administration,
- o Valeur boursière de la participation au 25 août 2009 : 404 M€

⁽¹⁾ mis en équivalence

⁽²⁾ dont 0,8 % détenu par Bolloré Participations

Événements postérieurs à la clôture et perspectives

- ❖ Cession de l'activité Papiers en juillet 2009 au groupe américain Republic.
- ❖ Obtention de la concession du terminal portuaire de Cotonou au Bénin pour une durée de 25 ans.
- ❖ La diversité des métiers et des investissements du Groupe devrait lui permettre de ne pas anticiper de modification significative de sa situation globale au cours du second semestre 2009.

Principaux risques et incertitudes

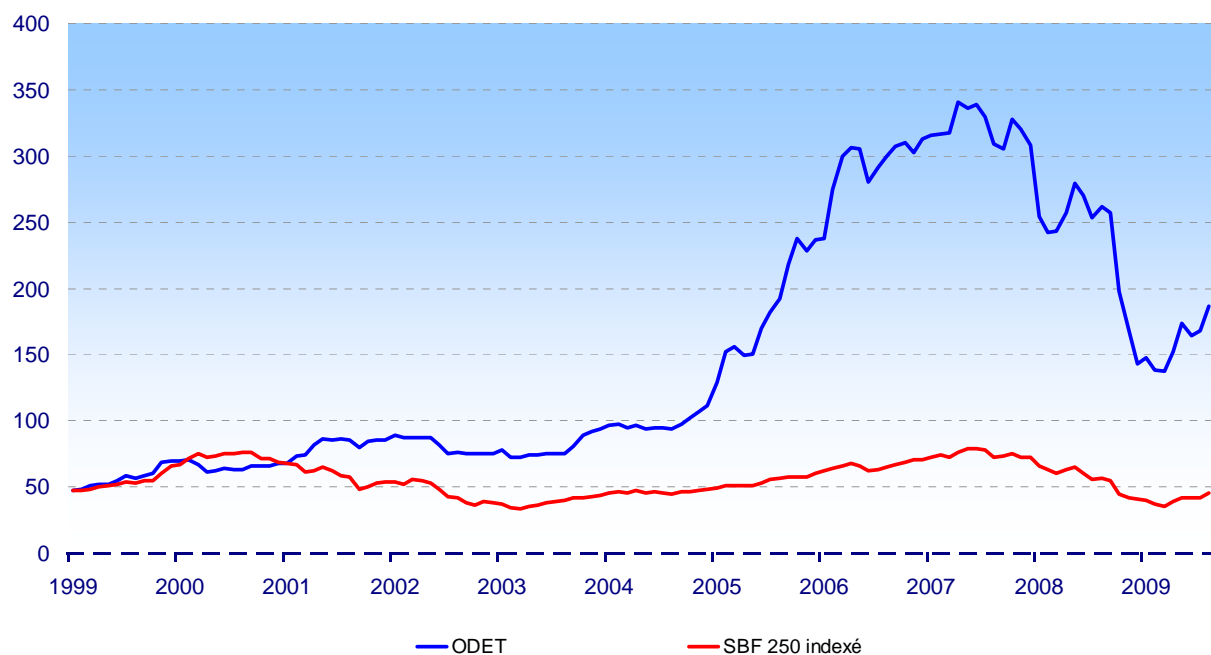
- ❖ Les principaux risques financiers auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du deuxième semestre 2009 sont exposés dans la note 26 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

Principales transactions avec les parties liées

- ❖ Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 24 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

Cours de bourse

en euros (moyennes mensuelles)



Comptes consolidés résumés semestriels

Comptes consolidés résumés semestriels		
Bilan consolidé		p. 11
Compte de résultat consolidé		p. 12
Etat du résultat global consolidé		p. 13
Variation de la trésorerie consolidée		p. 14
Variation des capitaux propres consolidés		p. 15
Principes comptables	note 1	p. 16
Principales variations de périmètre	note 2	p. 19
Comparabilité des comptes	note 3	p. 19
Notes sur le bilan	notes 4 à 18	p. 20
Notes sur le compte de résultat	notes 19 à 23	p. 27
Autres informations	notes 24 à 27	p. 31

BILAN CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Au 30/06/2009	Au 31/12/2008
Actif			
Goodwill	4	972 671	961 238
Immobilisations incorporelles	5	207 258	165 161
Immobilisations corporelles	6	927 391	991 382
Titres mis en équivalence	7	974 523	916 747
Autres actifs financiers	8	1 319 410	1 096 664
Impôts différés		32 273	30 313
Autres actifs		547	444
Actifs non courants		4 434 073	4 161 949
Stocks et en-cours	9	146 365	143 019
Clients et autres débiteurs	10	1 546 381	1 566 743
Impôts courants		78 086	128 344
Autres actifs financiers	8	931	11 597
Autres actifs		29 812	20 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	330 779	394 852
Actifs destinés à la vente	18	84 342	0
Actifs courants		2 216 696	2 265 249
Total actif		6 650 769	6 427 198
Passif			
Capital		105 376	105 376
Primes liées au capital		87 655	87 655
Réserves consolidées		1 063 438	882 391
Capitaux propres, part du Groupe		1 256 469	1 075 422
Intérêts minoritaires		791 406	726 743
Capitaux propres	12	2 047 875	1 802 165
Dettes financières à long terme	16	1 610 617	1 653 946
Provisions pour avantages au personnel	14	97 794	106 418
Autres provisions	13	95 663	105 077
Impôts différés		64 087	58 262
Autres passifs		25 673	25 102
Passifs non courants		1 893 834	1 948 805
Dettes financières à court terme	16	806 186	842 611
Provisions (part à moins d'un an)	13	23 969	22 887
Fournisseurs et autres créditeurs	17	1 535 919	1 601 291
Impôts courants		200 251	188 870
Autres passifs		38 330	20 569
Passifs destinés à la vente	18	104 405	0
Passifs courants		2 709 060	2 676 228
Total passif		6 650 769	6 427 198

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Juin 2009	Juin 2008	Décembre 2008
Chiffre d'affaires	19-20-21	2 951 732	3 523 102	7 215 667
Achats et charges externes	21	(2 370 168)	(2 944 371)	(6 037 954)
Frais de personnel	21	(452 083)	(438 607)	(895 351)
Amortissements et provisions	21	(72 648)	(62 702)	(130 398)
Autres produits et charges opérationnels	21	27 454	(7 289)	(9 687)
Résultat opérationnel	19-20-21	84 287	70 133	142 277
Coût net du financement	22	(46 468)	(51 244)	(105 654)
Autres produits et charges financiers	22	11 184	309 549	221 824
Résultat financier	19-20-22	(35 284)	258 305	116 170
Part dans le résultat net des entreprises associées	7	33 799	(144 331)	(124 824)
Impôts sur les résultats	23	(34 899)	(33 787)	(61 248)
Résultat net des activités poursuivies		47 903	150 320	72 375
Résultat net des activités destinées à la vente	18	(9 386)	(11 591)	(19 382)
Résultat net consolidé		38 517	138 729	52 993
Résultat net consolidé, part du Groupe		13 278	80 069	23 917
Intérêts minoritaires		25 239	58 659	29 077

Résultat par action ^(*) (en euros) : 12

	<i>Juin 2009</i>	<i>Juin 2008</i>	<i>Décembre 2008</i>
Résultat net part du Groupe :			
- de base	2,8	16,1	4,9
- dilué	2,8	16,1	4,9
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies :			
- de base	4,1	17,7	7,6
- dilué	4,1	17,7	7,6

(*) : hors titres d'autocontrôle

ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Juin 2009	Juin 2008
Résultat net consolidé de la période		38 517	138 729
Autres éléments du résultat global (nets d'impôt)			
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées		(4 166)	(13 765)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		179 050	(507 556)
Autres variations du résultat global ⁽¹⁾		42 669	(11 794)
Résultat global		256 070	(394 386)
Dont :			
- Part du Groupe		173 287	(305 204)
- Part des minoritaires		82 783	(89 182)
dont impôt sur juste valeur des instruments financiers		(1 753)	8 314

(1) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : respectivement 44 millions d'euros au 30 juin 2009, (15,1) mill 2008 et (11) millions d'euros au 31 décembre 2008).

Il n'y a pas eu de transfert du résultat global vers le résultat au cours de la période.

Cet état a été ajouté conformément aux dispositions de la norme IAS 1 " Présentation des Etats financiers " révisée.

VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Juin 2009</i>	<i>Juin 2008</i>	<i>Décembre 2008</i>
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	19 829	88 009	37 342
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	28 074	62 311	35 033
Résultat net consolidé des activités poursuivies	47 903	150 320	72 375
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	68 347	59 949	237 726
- élimination de la variation des impôts différés	4 412	4 075	(2 853)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	6 668	192 212	217 147
- élimination des plus ou moins values de cession	(1 857)	(363 665)	(355 909)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	20 045	11 472	13 733
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	40 995	(51 367)	(11 055)
- dont stocks et en-cours	(18 212)	(61 069)	5 854
- dont dettes	(38 881)	175 440	(31 216)
- dont créances	98 088	(165 738)	14 307
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	186 513	2 996	171 164
Flux d'investissement			
Décassements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(60 967)	(87 981)	(194 391)
- immobilisations incorporelles	(52 502)	(1 504)	(31 528)
- titres et autres immobilisations financières	(92 011)	(130 637)	(223 123)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	24 057	17 638	22 578
- immobilisations incorporelles	(76)	326	291
- titres	206	430 670	436 687
- autres immobilisations financières	43 459	2 343	10 083
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(15 872)	(218 199)	(278 699)
Flux nets de trésorerie sur investissements des activités poursuivies	(153 706)	12 656	(258 102)
Flux de financement			
Décassements:			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 736)	(1 800)	(1 800)
- dividendes versés aux minoritaires	(11 906)	(27 301)	(22 111)
- remboursements des dettes financières	(428 059)	(444 297)	(776 288)
Encaissements:			
- augmentation des capitaux propres	16 918	206	945
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)	936	0	634
- augmentation des dettes financières	325 761	396 211	925 437
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement des activités poursuivies	(98 086)	(76 981)	126 817
Incidence des variations de cours des devises	(644)	(3 394)	217
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	(65 923)	(64 723)	40 096
Incidence des reclassements en activité destinée à la vente	(2 449)	335	732
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	187 089	146 261	146 261
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	118 717	81 875	187 089

(1) Voir note 11

Le besoin en fonds de roulement (BFR) se réduit de 41 millions d'euros par rapport à décembre 2008. Cette variation s'explique principalement par l'amélioration du BFR de l'activité transport de 60 millions d'euros en raison d'un repli de l'activité au 1er semestre ainsi que par une dégradation liée à la constatation de dividendes à recevoir pour 22 millions d'euros.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions (1)	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/2007	5 072 557	105 376	87 655	(41 841)	756 514	(48 012)	936 503	1 796 195	1 187 547	2 983 742
Transactions avec les actionnaires	(142 758)			(25 756)			(1 508)	(27 264)	(207 857)	(235 121)
Dividendes distribués							(1 800)	(1 800)	(23 173)	(24 973)
Titres de l'entreprise consolidante (variation) (2)	(142 758)			(25 756)			(8 329)	(34 085)	(870)	(34 955)
Variations de périmètre (3)									(174 629)	(174 629)
Autres variations (4)							8 621	8 621	(9 185)	(564)
Éléments du résultat global					(331 898)	(19 072)	45 766	(305 204)	(89 182)	(394 386)
Résultat de la période							80 070	80 070	58 659	138 729
Autres éléments du résultat global										
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(9 035)		(9 035)	(4 730)	(13 765)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées (5)					(331 898)		(36 479)	(368 377)	(139 179)	(507 556)
Autres variations du résultat global (6)						(10 037)	2 175	(7 862)	(3 932)	(11 794)
Capitaux propres au 30/06/2008	4 929 799	105 376	87 655	(67 597)	424 616	(67 084)	980 761	1 463 727	890 508	2 354 235
Capitaux propres au 31/12/2008	4 820 545	105 376	87 655	(84 348)	140 891	(71 026)	896 874	1 075 422	726 743	1 802 165
Transactions avec les actionnaires				(1 059)			8 819	7 760	(18 120)	(10 360)
Dividendes distribués							(1 736)	(1 736)	(18 931)	(20 667)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)				(1 059)			3 779	2 720	(2 720)	0
Variations de périmètre (3)									1 054	1 054
Autres variations (4)							6 776	6 776	2 477	9 253
Éléments du résultat global					136 181	26 455	10 651	173 287	82 783	256 070
Résultat de la période							13 278	13 278	25 239	38 517
Autres éléments du résultat global										
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(2 972)		(2 972)	(1 194)	(4 166)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					136 181		(1 737)	134 444	44 606	179 050
Autres variations du résultat global (6)						29 427	(890)	28 537	14 132	42 669
Capitaux propres au 30/06/2009	4 820 545	105 376	87 655	(85 407)	277 072	(44 571)	916 344	1 256 469	791 406	2 047 875

(1) Voir note 12 - Capitaux propres.

(2) Au 30 juin 2008, incidence des rachats de titres Financière de l'Odé par Nord Sumatra Investissements, Financière Moncey et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

(3) Au 30 juin 2009, contribution des minoritaires aux augmentations de capital des sociétés intégrées et effet des entrées de périmètre.

Au 30 juin 2008, principalement effet des rachats d'actions Bolloré.

(4) Inclus principalement l'incidence des plans d'options de souscription d'actions Bolloré SA et des plans de souscription d'actions de filiales et participations.

(5) Au 30 juin 2008, l'impact de (507,6) millions d'euros inclut l'effet de cession des titres Valloirec pour (318) millions d'euros net d'impôt.

(6) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : respectivement 44 millions d'euros et (15,1) millions d'euros au 30 juin 2009 et 2008).

ANNEXE**Note 1 : Principes comptables****A/ Faits marquants****Terminal de Pointe-Noire**

Poursuivant ses développements en Afrique, le Groupe a obtenu pour 27 ans la concession du terminal conteneurs de Pointe-Noire au Congo dont l'exploitation démarrera en juillet 2009.

Lancement de deux nouveaux journaux

Fort du succès croissant du quotidien gratuit Direct Matin Plus, réalisé en partenariat avec Le Monde et le réseau Ville Plus, le Groupe a lancé, début 2009, deux nouveaux quotidiens gratuits Direct Nice et Direct Toulouse, ces sociétés sont consolidées par intégration globale à compter du premier semestre 2009.

Vallourec

Au cours du premier trimestre 2009, le Groupe a accru sa participation dans Vallourec qui atteint 5,6 % du capital contre 2,9 % au 31 décembre 2008. L'ensemble des titres détenus par le Groupe a été regroupé dans la Compagnie de Cornouaille, filiale à 100 % de Bolloré.

Désengagement de l'activité Papiers

Le Groupe Bolloré a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces. Le Groupe ayant manifesté son intention de se désengager de cette activité avant le 30 juin 2009, les dispositions d'IFRS 5 « Actifs destinés à être cédés » ont été appliquées à cette branche d'activité dans les comptes intermédiaires au 30 juin 2009. Les actifs et passifs relatifs à l'activité destinée à être cédée ont été regroupés sur les lignes « actifs/passifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2009. Le résultat de cette activité est présenté en « résultat net des activités destinées à la vente » pour toutes les périodes présentées. Voir note 18 – Activités destinées à la vente.

B/ Principes comptables**B.1/ Base de préparation de l'information financière**

En application du règlement européen N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2008 et décrits dans la note 1 de l'annexe, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et des éléments présentés au paragraphe B4 - Evolutions normatives.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 30 juin 2009 (consultable à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission). Ce référentiel comprend les normes comptables internationales et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) et par son prédécesseur, le Standard Interpretation Committee (SIC).

B.2/ Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en oeuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée.

Si des événements survenus au cours du premier semestre requièrent une révision des estimations ou hypothèses retenues pour l'exercice précédent, ceux-ci sont mentionnés dans les notes ci-après

B.3/ Informations relatives à l'entreprise

Financière de l'Odet est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29 500 Ergué Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32 Quai de Dion-Bouton, 92 811 Puteaux. La société est cotée à Paris.

Les comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 31 Août 2009.

B.4/ Evolutions normatives**B4.1/ Nouvelles normes applicables à compter de 2009****Les nouveaux textes appliqués en 2009, et impactant les états financiers du Groupe sont décrits ci-dessous:**

L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes.

- IFRS 8 "Secteurs opérationnels" et IAS 36 "Dépréciation d'actifs" amendée par IFRS 8

Cette norme annule et remplace la norme IAS 14 "Information sectorielle". IFRS 8 traite de la présentation de données relatives aux secteurs opérationnels du Groupe, extraites du reporting interne, et utilisées par le principal décideur opérationnel, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. IAS 14 imposait la présentation d'une information selon deux niveaux: par secteur d'activité et par secteur géographique.

L'application de cette norme, qui constitue un changement de méthode, ne révèle pas d'effet majeur sur la présentation sectorielle du Groupe, qui reste basée sur une approche par métier. Les principales modifications portent sur des regroupements de secteurs. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées, sont communiquées en note 19.

D'autre part, l'amendement d'IAS 36, à caractère rétrospectif, prévoit que les écarts d'acquisition ne pourront être affectés qu'à des UGT ne dépassant pas un secteur opérationnel. A ce titre, le Groupe n'a constaté aucune dépréciation complémentaire d'écart d'acquisition liée à l'application rétrospective d'IFRS 8.

- Révision de la norme IAS 1 "Présentation des états financiers"

Cette révision vise à uniformiser les informations fournies dans les états financiers des entités, et introduit la notion de « résultat global ». Elle est sans incidence sur la situation financière du Groupe.

Les modifications apportées à la présentation des états financiers du Groupe concernent essentiellement :

- le tableau de variation des capitaux propres: celui-ci présente désormais séparément les transactions avec les actionnaires, les autres composantes étant incluses dans l'état de "résultat global" ;
- un nouvel état faisant suite au compte de résultat présente les variations du résultat global de la période.

D'autre part, les nouveaux textes suivants, applicables dès 2009, sont sans impact sur les états financiers du Groupe :**- Amendements d'IAS 32 et IAS 1 "Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation"**

Cet amendement précise que les instruments financiers remboursables à la juste valeur au gré du porteur et les obligations générées par une liquidation doivent être classés en capitaux propres et non plus en passif.

Le Groupe ne détient pas à ce jour ce type d'instruments financiers et n'est donc pas concerné par ce texte.

- Amendements d'IAS 27 et IFRS 1 "Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée"

Ce texte ne concerne que les états financiers individuels. Il est donc sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

- Amendement d'IFRS 2 "Conditions d'acquisition des droits et annulation"

Cet amendement précise que les conditions d'acquisition de droits sont, soit des conditions de service, soit des conditions de performances; les autres critères d'un paiement fondé sur des actions ne constituant pas des conditions d'acquisition des droits.

D'autre part, cet amendement indique que toutes les annulations, quelle qu'en soit leur origine, doivent faire l'objet du même traitement.

L'application de ce texte est sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

- IFRIC 13 "Programmes de fidélisation clients"

Cette interprétation traite de la comptabilisation des programmes de fidélisation, correspondant à l'octroi aux clients de droits à avantages utilisables dans le futur.

Le Groupe n'a pas identifié de programme de fidélisation à ce jour relevant de cette interprétation.

- IFRIC 16 "Couverture d'un investissement net en devises"

Cette interprétation s'applique à une entité qui couvre un risque de change lié à ses participations nettes dans des activités à l'étranger; il clarifie certains principes de la couverture d'investissement net.

Le Groupe ne détient pas ce type d'instrument financier.

- Amélioration annuelle des normes IFRS (applicable au 1er janvier 2009)

Ce texte précise et clarifie les conditions d'application de certaines normes.

L'application de ce texte est sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

- Amendement de la norme IAS 23 " Coûts d'emprunts "

Cet amendement supprime l'option de comptabilisation en charges des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, ou la construction d'un actif qualifié, c'est à dire nécessitant une longue période de préparation avant d'être utilisé ou vendu. Ces coûts doivent être comptabilisés comme une composante du coût de l'actif.

Le nombre d'actifs éligibles étant très limité, l'application de ce texte n'a pas d'effet significatif sur les états financiers de la période considérée.

B4.2/ Normes d'application obligatoire à compter de 2009 mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Le Groupe estime, à la date des présents états financiers, ne pas être concerné par l'application des textes suivants :

- IFRIC 15 " Contrats de construction immobilière "

Cette interprétation s'applique aux accords portant sur la construction d'un bien immobilier. Il précise, pour ce type d'accord, le champ d'application et le mode de comptabilisation du chiffre d'affaires.

- Amendement à IFRIC 9 et IAS 39 " Dérivés incorporés "

Ces amendements ont pour objet de clarifier le traitement comptable des dérivés incorporés pour les entités qui mettent en œuvre les amendements "reclassements d'actifs financiers" publiés par l'IASB en octobre 2008.

- Révision d'IFRS 1 "Première adoption des IFRS"

Le Groupe, appliquant déjà les IFRS, n'est pas concerné par ce texte.

D'autres part, l'application des textes suivants sera sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe :

- Amendement à IFRS 7 " Amélioration à fournir sur les instruments financiers "

Cet amendement requiert une information complémentaire sur la juste valeur et le risque de liquidité. Ce texte introduit également une hiérarchie de la juste valeur.

B 4.3/ Normes et interprétations non anticipées

Les états financiers du Groupe n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2009 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er juillet 2009 et postérieurement, qu'elles soient ou non adoptées par l'Union Européenne à la date de publication des comptes.

- Révision d'IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" et Amendement d'IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels"

Cette norme révisée entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle. Cette révision est d'application prospective.

Le Groupe estime, à la date des présents états financiers, ne pas être concerné par l'application des nouveaux textes suivants :

- IFRIC 17 " Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires "

Ce texte précise le traitement comptable de la distribution de dividende en nature, et plus précisément la date de comptabilisation, le mode d'évaluation et la classification comptable de l'opération.

- IFRIC 18 " Transferts d'actifs des clients "

Ce texte s'applique à la comptabilisation de transferts de certains actifs reçus des clients dans le but de connecter les clients à un réseau, ou bien de permettre aux clients d'accéder à la fourniture de biens ou de services.

- Amendement à IAS 39 " Eléments couverts éligibles "

Cet amendement fournit des précisions sur les éléments pouvant être désignés comme éléments couverts; Ce texte précise notamment que la valeur temps ne doit pas être prise en compte dans une relation de couverture et spécifie que l'inflation ne peut être désignée comme élément couvert que dans certaines conditions.

- Amendement à IFRS 2 " Transactions intragroupes dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie "

Cet amendement a pour objet de clarifier le traitement comptable du paiement fondé sur des actions, réglé en trésorerie, dans le cadre de certains accords. Selon ces accords, la filiale reçoit des biens ou des services de la part d'employés ou de fournisseurs, la société mère ou une autre entité du groupe effectuant le paiement.

Le Groupe a commencé l'examen des nouveaux textes suivants:

- Amélioration annuelle des normes IFRS (applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er juillet 2009)

Ce texte précise et clarifie les conditions d'application de certaines normes.

Note 2 : Principales variations de périmètre

1er semestre 2009

*Entités intégrées globalement*Création de Direct Nice et Direct Toulouse

Le Groupe a lancé, début 2009, deux nouveaux quotidiens gratuits Direct Nice et Direct Toulouse. Les sociétés correspondantes sont consolidées par intégration globale à compter du premier semestre 2009.

Terminal de Pointe Noire - Congo

Poursuivant ses développements en Afrique, le Groupe a obtenu pour 27 ans la concession du terminal conteneurs de Pointe-Noire au Congo dont l'exploitation démarrera en juillet 2009.

Les sociétés Congo Terminal, Congo Terminal Holding, Société de Participations Portuaires et Société Financière d'Afrique Centrale, entités opérationnelles et holdings portant cette activité, ont été intégrées au périmètre de consolidation à compter du 30 juin 2009.

Consolidation de Financière de Kéréon

Le Groupe a fait l'acquisition de la société Financière de Kéréon (ex-Finalem), holding financière, au cours du second trimestre 2009. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter de cette date, sans effet significatif sur les comptes consolidés.

Consolidation de Wifirst

Le Groupe détient 50,16% de la société Wifirst qui propose des accès Wifi à des structures pour étudiants. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2009. L'écart d'acquisition relatif à cette société s'élève à 3 millions d'euros.

Note 3 : Comparabilité des comptes

Aux variations de périmètre du premier semestre et aux modifications de présentation détaillées ci-dessous près, les comptes du premier semestre 2009 sont comparables à ceux de l'exercice 2008 et du premier semestre 2008.

Application d'IAS1 Révisée et IFRS 8

Les normes IAS 1 « Présentation des états financiers » Révisée et IFRS 8 « Secteurs opérationnels » ont été appliquées pour la première fois en 2009. L'application de ces normes n'a pas d'effet sur les comptes du Groupe, et modifie seulement la présentation de l'information financière.

Conformément aux dispositions d'application de ces normes, l'information financière comparative a été adaptée à la nouvelle présentation pour toutes les périodes présentées.

Application d'IFRS 5 « Actifs destinés à être cédés »

Le Groupe a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces. Le Groupe ayant manifesté son intention de se désengager de cette activité avant le 30 juin 2009, les dispositions d'IFRS 5 « Actifs destinés à être cédés » ont été appliquées à cette branche d'activité dans les comptes intermédiaires au 30 juin 2009. Les actifs et passifs relatifs à l'activité destinée à être cédée ont été regroupés sur les lignes « actifs/passifs destinés à la vente » dans le bilan au 30 juin 2009, le résultat de cette activité est présenté en « résultat net des activités destinées à la vente » pour toutes les périodes présentées.

La note 20 décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2009 étant ramenées au périmètre et au taux de change 2008.

Saisonnalité de l'activité :

Les chiffres d'affaires et résultats opérationnels ont un caractère saisonnier, les activités Transport et logistique, Distribution d'énergie et Industrie étant plus soutenues sur le dernier trimestre de l'année civile. Ce phénomène est toutefois d'amplitude variable selon les années.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTE 4 - Goodwill

Evolution des goodwill

Ventilation par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2008	961 238
Acquisition	4 570 ⁽¹⁾
Cession / déconsolidation	(128)
Variation de change	5 104
Autres	1 887 ⁽²⁾
Au 30 juin 2009	972 671

(en milliers d'euros)

	30/06/2009	31/12/2008
Transport et logistique	876 171	867 917
Distribution d'énergie	55 754	55 838
Industrie	10 451	10 451
Autres activités	30 296	27 032
Total	972 671	961 238

(1) Correspond principalement à l'écart d'acquisition de 3 millions d'euros lié à la consolidation de Wifirst.

(2) Correspond aux variations de valeur des engagements de rachats de minoritaires existants.

NOTE 5 - Immobilisations incorporelles

Evolution en 2009

Valeurs brutes	Au 31/12/2008	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Reclassements IFRS5 ⁽¹⁾	Au 30/06/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Concessions, brevets, frais de recherche	165 581	46 631	(11)	37	(14)	75	(49)	212 250
Fonds commerciaux	70 171	262	0	(457)	8	0	0	69 984
Autres	49 501	4 854	(1 877)	211	2	(66)	(2 669)	49 956
Valeurs brutes	285 253	51 747	(1 888)	(209)	(4)	9	(2 718)	332 190
Amortissements et provisions								
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Concessions, brevets, frais de recherche	(46 465)	(4 538)	55	(17)	12	4	0	(50 949)
Fonds commerciaux	(38 932)	(256)	10	457	17	(1)	0	(38 705)
Autres	(34 695)	(2 268)	76	(99)	(22)	(5)	1 735	(35 278)
Amortissements et provisions	(120 092)	(7 062)	141	341	7	(2)	1 735	(124 932)
Valeurs nettes	165 161	44 685	(1 747)	132	3	7	(983)	207 258

(1) Reclassement des actifs destinés à la vente dans une ligne spécifique du bilan.

NOTE 6 - Immobilisations corporelles

Evolution en 2009

Valeurs brutes	Au 31/12/2008	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Reclassements IFRS5 ⁽²⁾	Au 30/06/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Terrains	49 279	383	(7)	0	(216)	(1 034)	(2 647)	45 758
Constructions	647 054	6 212	(117)	(236)	(2 986)	28 314	(17 810)	660 431
Installations techniques, matériels	661 228	11 090	(6 496)	4 794	(2 532)	11 863	(108 533)	571 414
Autres	497 316	13 801	(4 007)	1 499	(2 741)	11 896	(1 525)	516 239
Immobilisations en-cours	54 752	23 941	(18 018)	68	(92)	(16 058)	(648)	43 945
Avances, acomptes	27 614	3 038	0	0	(5)	(25 585)	(542)	4 520
Valeurs brutes	1 937 243	58 465	(28 645)	6 125	(8 572)	9 396	(131 705)	1 842 307
Amortissements et provisions								
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Terrains	(7 293)	(280)	4	0	47	1 089	604	(5 829)
Constructions	(240 444)	(13 538)	175	121	1 253	(1 281)	11 438	(242 276)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(410 607)	(29 613)	5 072	(2 005)	1 182	(10 478)	85 607	(360 842)
Autres	(286 237)	(21 745)	2 740	(337)	2 268	(2 645)	1 083	(304 873)
Immobilisations en-cours	(1 280)	0	0	0	0	184	0	(1 096)
Avances, acomptes	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et provisions	(945 861)	(65 176)	7 991	(2 221)	4 750	(13 131)	98 732	(914 916)
Valeurs nettes	991 382	(6 711)	(20 654)	3 904	(3 822)	(3 735)	(32 973)	927 391

(1) La valeur d'utilité au 30 juin 2009 de l'UGT Films plastiques a conduit à constater une dépréciation de (2,5) millions d'euros des actifs corporels de ce secteur d'activité en l'absence de tout goodwill. Les autres mouvements comprennent l'évaluation à la juste valeur des actifs destinés à la vente pour (10,8) millions d'euros.

(2) Reclassement des actifs destinés à la vente dans une ligne spécifique du bilan.

Les investissements sont détaillés par secteur opérationnel dans la note 19.

NOTE 7 - Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2008	916 747
Variation du périmètre de consolidation	(63)
Quote-part de résultat	33 799
Autres mouvements ⁽¹⁾	24 040
Au 30 juin 2009	974 523

(1) Dont (20) millions d'euros au titre des dividendes et 44 millions d'euros au titre de la conversion (provient essentiellement d' Aegis pour 40 millions d'euros).

Valeur consolidée des principales sociétés mises en équivalence

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2009		Au 31/12/2008	
	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence
Aegis ⁽¹⁾	3 907	380 078	923	341 801
Havas ⁽²⁾	11 357	375 661	(175 323)	369 472
Groupe Socfinal	19 055	182 617	47 295	168 861
Euro Media group ⁽³⁾	(581)	32 657	1 105	33 204
Someport Walon	61	3 510	1 176	3 449
Autres sociétés				(40)
TOTAL	33 799	974 523	(124 824)	916 747

Evaluation des titres mis en équivalence

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence est testée à la date de clôture dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation.

La valeur d'utilité des participations est calculée à partir d'une analyse multicritères intégrant la valeur boursière, des flux de trésorerie futurs actualisés, des comparables boursiers.

Ces méthodes sont confrontées aux objectifs de cours déterminés par les analystes financiers pour les titres cotés.

Les valeurs d'utilité des participations dans Havas et Aegis ont été réactualisées au 30 juin 2009

Concernant Havas, la valeur consolidée est comparable à la valeur d'utilité, aucune dépréciation ni reprise n'a été reconnue au cours du semestre.

Concernant Aegis, la revue de la valeur d'utilité a conduit à reconnaître une reprise de dépréciation à hauteur de 4,6 millions d'euros.

(1) Aegis

Aegis est une société cotée à la bourse de Londres qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Bolloré détient au 30 juin 2009, 29,10% du groupe Aegis (29,10% au 31 décembre 2008). Cette participation a été mise en équivalence dans les comptes du Groupe à compter du 30 septembre 2008, comme précisé dans le rapport annuel 2008.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables a été confiée à un cabinet extérieur.

L'écart d'acquisition a été calculé conformément au référentiel IFRS, et a été constaté dans la devise de l'entité acquise et converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs incorporels identifiables conformément à IAS 38 et selon la pratique généralement observée dans ce secteur correspondent à des réseaux composés d'un ensemble d'actifs incorporels (relations clients, outils, marques) formant un tout indissociable, de durée de vie indéfinie.

Ces actifs ont été valorisés par actualisation des flux de trésorerie futurs.

Au 30 juin 2009, la valeur consolidée de la participation s'élève à 380,1 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe (sur la base de données provisoires) s'élève à 3,9 millions d'euros, après reprise de dépréciation de 4,6 millions d'euros.

L'effet sur les capitaux propres de la conversion des titres Aegis s'élève à 40 millions d'euros.

La valeur de marché de la participation s'élève à 364,1 millions d'euros au cours spot au 30 juin 2009.

(2) Havas

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe détient au 30 juin 2009, 32,93 % du capital du groupe Havas (32,93 % au 31 décembre 2008).

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés. Au cours du premier semestre, aucun évènement n'est venu modifier l'appréciation de l'influence notable concernant la participation dans le groupe Havas.

Au 30 juin 2009, la valeur consolidée de la participation s'élève à 375,7 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de 11,4 millions d'euros (sur la base de données provisoires).

La valeur de marché de la participation s'établit à 247,7 millions d'euros au cours spot au 30 juin 2009.

(3) Euro Media Group

Au 30 juin 2009, le Groupe détient 18% du capital d'Euro Media Group (18% au 31 décembre 2008).

En raison notamment du maintien de sa représentation au Conseil de surveillance (2 membres sur 8), le Groupe considère détenir une influence notable sur cette participation.

NOTE 8 - Autres actifs financiers

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2009				
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 414 735	(160 151)	1 254 584	1 254 584	0
Actifs à la juste valeur par résultat	456	0	456	456	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	110 418	(45 117)	65 301	64 370	931
Total	1 525 609	(205 268)	1 320 341	1 319 410	931

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2008				
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 123 111	(125 963)	997 148	997 148	0
Actifs à la juste valeur par résultat	1 490	0	1 490	1 490	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	159 197	(49 574)	109 623	98 026	11 597
Total	1 283 798	(175 537)	1 108 261	1 096 664	11 597

Détail des variations de la période

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008 Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions ⁽²⁾	Variation juste valeur ⁽³⁾	Dépréciation constatée en résultat ⁽⁴⁾	Autres mouvements	Reclassement IFRS5 ⁽⁵⁾	Au 30/06/2009 Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	997 148	88 026	(62)	179 785	(6 645)	(3 650)	(18)	1 254 584
Actifs à la juste valeur par résultat	1 490	0	0	(1 034)	0	0	0	456
Prêts, créances, dépôts et obligations	109 623	3 448	(47 212)	89	(173)	(218)	(256)	65 301
Total	1 108 261	91 474	(47 274)	178 840	(6 818)	(3 868)	(274)	1 320 341

(1) Principalement effet des acquisitions de titres Vallourec pour 83,3 millions d'euros.

(2) Remboursement de dépôts de trésorerie pour 32,3 millions d'euros.

(3) Essentiellement titres Vallourec pour 50,7 millions d'euros, Sofibol pour 45,6 millions d'euros et Médiobanca pour 52 millions d'euros.

(4) Actifs disponibles à la vente : mise à la juste valeur des options sur titres Vallourec consécutivement au paiement du dividende en actions pour (4,5) millions d'euros, et de la dépréciation des titres Harris Interactive pour (1,4) millions d'euros.

(5) Reclassement des actifs destinés à la vente dans une ligne spécifique du bilan.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés.

Voir note 16 - Endettement financier

Actifs disponibles à la vente

Détail des principaux titres :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2009		Au 31/12/2008	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Sociétés				
Vallourec	5,56	255 817	2,90	126 275
Médiobanca	4,99	347 502	4,99	295 490
Gaumont	9,57	15 545	9,57	18 603
Harris Interactive	14,92	2 331	14,97	3 754
Autres titres cotés	-	2 382	-	2 320
Sous-total titres cotés		623 577		446 442
Sofibol ^{(1) (2)}	48,95	310 249	48,95	264 654
Financière V ^{(1) (2)}	49,69	161 543	49,69	137 792
Omnium Bolloré ^{(1) (2)}	49,84	81 605	49,84	69 595
Autres titres non cotés	-	77 610	-	78 665
Sous-total titres non cotés		631 007		550 706
Total		1 254 584		997 148

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de bourse de juin 2009, (voir note 26). Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

Au 30 juin 2009, une moins-value temporaire a été reconnue directement en capitaux propres au titre des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente sur les titres Gaumont pour un montant de (1,3) millions d'euros et sur les titres Médiobanca pour un montant de (9,9) millions d'euros ; cette moins value est considérée comme non significative et non durable.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré

Le Groupe détient directement et indirectement des participations dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

. Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 51,06% par Financière V, à 35,93% par Bolloré et à hauteur de 13,01% par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100% de Bolloré.

. Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,31% par Omnium Bolloré, à 22,81% par la Compagnie du Cambodge, à 10,50% par la Financière Moncey, à 10,25% par Bolloré, à 4% par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68% par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45% par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard.

. Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré est détenue à 50,05% par Bolloré Participations, à 27,92% par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10% par Financière Moncey, à 4,82% par Bolloré et à hauteur de 0,11% par Vincent Bolloré.

Ces titres font l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence correspondant à la moyenne des 3 méthodes décrites ci-dessous :

- des cours de bourse de Bolloré et de Financière de l'Odéa
- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odéa

La valeur globale de ces participations estimée à partir du seul cours de bourse de Financière de l'Odéa serait inférieure de 12,2 millions d'euros à la valeur ainsi calculée, cette valeur globale restant supérieure à leur coût d'acquisition.

(2) Malgré sa participation dans les sociétés Sofibol (48,95%), Omnium (49,84%) et Financière V (49,69%), le groupe Financière de l'Odéa ne détient pas d'influence notable sur ces participations car les actions détenues sont privées de droit de vote en raison du contrôle exercé directement et indirectement par ces sociétés sur le Groupe.

NOTE 9 - Stocks et en-cours

L'évolution de la valeur nette des stocks et en-cours sur le premier semestre 2009 s'explique essentiellement par la prise en compte de la valorisation des stocks de produits pétroliers du secteur Distribution d'énergie au 30 juin 2009.

NOTE 10 - Clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2009		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 273 883	(66 368)	1 207 515
Créances sociales et fiscales d'exploitation	12 108	(285)	11 823
Fournisseurs débiteurs	86 464	(429)	86 035
Comptes courants actifs	134 880	(46 179)	88 701
Autres créances d'exploitation	132 031	(5 319)	126 712
Autres créances	27 245	(1 650)	25 595
Total	1 666 611	(120 230)	1 546 381

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 372 387	(68 833)	1 303 554
Créances sociales et fiscales d'exploitation	11 739	(296)	11 443
Fournisseurs débiteurs	100 205	(429)	99 776
Comptes courants actifs	77 829	(45 891)	31 938
Autres créances d'exploitation	118 787	(5 506)	113 281
Autres créances	8 736	(1 985)	6 751
Total	1 689 683	(122 940)	1 566 743

NOTE 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2009			Au 31 décembre 2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	284 694	(19)	284 675	327 734	(19)	327 715
Équivalents de trésorerie	46 486	(382)	46 104	67 519	(382)	67 137
Conventions de trésorerie - actif	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	331 180	(401)	330 779	395 253	(401)	394 852
Conventions de trésorerie - passif	(50 795)	0	(50 795)	(50 213)	0	(50 213)
Concours bancaires courants	(161 267)	0	(161 267)	(157 550)	0	(157 550)
Trésorerie Nette	119 118	(401)	118 717	187 490	(401)	187 089

NOTE 12 - Capitaux propres

Au 30 juin 2009, le capital social de Financière de l'Odét s'élève à 105 375 840 euros, divisé en 6 585 990 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune et entièrement libérées. Au cours de la période, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 4 820 545 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 4 820 545 actions.

Evolution du capital

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée au cours du premier semestre 2009.

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Financière de l'Odét sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net / capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé est présenté en note 16 " Endettement financier ".

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

Dividendes distribués par la société mère

Le montant total des dividendes payés par la société mère est de 2 371 milliers d'euros, soit 0,36 euro par action au titre de l'exercice 2008.

Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2009, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société Financière de l'Odét et ses filiales s'élève à 1 765 445 actions.

Résultat par action

Le tableau ci-dessous fournit le détail des éléments utilisés pour calculer les résultats par action de base et dilué présentés au pied du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	13 278	80 070	23 917
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	13 278	80 070	23 917
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	19 829	88 009	37 342
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	19 829	88 009	37 342
Nombre de titres émis	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Nombre de titres d'autocontrôle	(1 765 445)	(1 656 181)	(1 765 445)
Nombre de titres en circulation	4 820 545	4 929 809	4 820 545
Plan d'options de souscription d'actions	0	0	0
Nombre de titres émis et potentiels	4 820 545	4 929 809	4 820 545
Nombre moyen pondéré de titres en circulation - de base	4 820 545	4 982 295	4 924 663
Nombre moyen pondéré de titres dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription	0	0	0
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels - après dilution	4 820 545	4 982 295	4 924 663

NOTE 13 - Provisions pour risques et charges

Exercice 2009

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Augmentations	Diminutions		Autres	Variations de change	Reclassement IFRSS (2)	Au 30/06/2009
		Entrées	Sorties		avec utilisation (1)	sans utilisation				
Provisions pour litiges	7 226	0	(157)	1 294	(1 267)	(1 243)	(651)	(9)	(332)	4 861
Autres provisions pour risques	5 188	111	0	111	(340)	(495)	(8)	38	(487)	7 544
Restructurations	1 841	0	0	1 953	(529)	(197)	(45)	(33)	0	2 990
Autres provisions pour charges	8 632	0	0	3 108	(832)	(2 233)	(1)	(100)	0	8 574
Total provisions à moins d'un an	22 887	111	(157)	9 892	(2 968)	(4 168)	(705)	(104)	(819)	23 969
Provisions pour litiges	22 224	0	(26)	2 267	(1 346)	(2 785)	652	36	0	21 022
Provisions pour risques filiales	10 442	0	611	611	(145)	(306)	(73)	3	0	11 077
Autres provisions pour risques	46 242	0	(200)	3 880	(142)	(1 505)	45	(49)	0	48 271
Provisions pour impôts	12 478	0	0	800	(10 920)	(200)	(1)	18	(301)	1 874
Obligations contractuelles	3 439	0	0	454	(203)	(107)	0	10	0	3 593
Restructurations	1 563	0	(200)	289	(472)	(82)	17	0	0	1 115
Autres provisions pour charges	8 689	0	0	280	(227)	(18)	73	(86)	0	8 711
Total autres provisions	105 077	0	185	8 515	(13 455)	(5 003)	713	(68)	(301)	95 663
Total	127 964	111	28	18 407	(16 423)	(9 171)	8	(172)	(1 120)	119 632

(1) Correspond essentiellement aux reprises de provisions pour impôt de distribution.

(2) Reclassement des passifs destinés à la vente dans une ligne spécifique du bilan.

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat au cours du premier semestre 2009

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Impact net
		sans utilisation	
Résultat opérationnel	(16 576)	8 965	(7 611)
Résultat financier	(1 031)	6	(1 025)
Charge d'impôt	(800)	200	(600)
Total	(18 407)	9 171	(9 236)

NOTE 14 - Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel ont été mis à jour au 30 juin 2009 par extrapolation des calculs au 31 décembre 2008.

Les données démographiques du 31 décembre 2008 ont été mises à jour des départs en retraite prévus sur 2009 et des effets des variations de périmètre.

Les cours de change ont été mis à jour, les autres hypothèses ont été conservées.

Composantes de la charge :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Au 30/06/2009</i>			<i>Au 30/06/2008</i>		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Coût des services rendus	(2 525)	(868)	(3 393)	(2 658)	(796)	(3 454)
Charges d'intérêt	(2 563)	(429)	(2 992)	(2 353)	(421)	(2 774)
Rendement attendu des actifs du régime	502	0	502	542	0	542
Coût des services passés	530	0	530	(1 539)	(9)	(1 548)
Montant des gains et pertes actuariels reconnus	2	(172)	(170)	0	(169)	(169)
Coûts des engagements envers le personnel des activités poursuivies	(4 054)	(1 469)	(5 523)	(6 008)	(1 395)	(7 403)
Coûts des engagements envers le personnel des activités destinées à la vente	(385)	(62)	(447)	(368)	(54)	(422)
Coûts des engagements envers le personnel des activités totales	(4 439)	(1 531)	(5 970)	(6 376)	(1 449)	(7 825)

Mouvements sur le passif / actif net comptabilisé au bilan :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Au 31 Décembre 2008	86 206	20 212	106 418
Augmentation	4 439	1 531	5 970
Diminution	(3 802)	(1 230)	(5 032)
Ecart de conversion	215	(192)	23
Activités destinées à la vente (IFRS5)	(8 465)	(808)	(9 273)
Autres mouvements	(267)	(45)	(312)
Au 30 juin 2009	78 326	19 468	97 794

Hypothèses d'évaluation :

Hypothèses* :	30/06/2009	31/12/2008
Taux d'actualisation	4,30%	4,30%
Rendement attendu des actifs	4,00%	4,00%
Augmentation des salaires	2,10%	2,10%
Augmentation des retraites	1,60%	1,60%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,70%	3,70%
Durée résiduelle	18 ans	18 ans

* hors Royaume Uni : taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires : respectivement 6,5% et 7%.

Note 15 - Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Pour les sociétés intégrées, aucun nouveau plan n'a été accordé au cours du premier semestre 2009.

Les charges relatives à IFRS 2 constatées sur la période s'élevaient à 7 601 milliers d'euros, elles correspondent à la prise en compte d'un semestre supplémentaire d'acquisition de droits pour les plans en vigueur au 31 décembre 2008. Les modalités d'attribution de ces options sont détaillées dans les notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2008 du Groupe.

Les modalités de comptabilisation de ces plans n'ont pas été modifiées sur le semestre.

NOTE 16 - Endettement financier

Endettement financier net :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 30/06/2009	dont courant	dont non courant
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Autres emprunts obligataires	547 000	0	547 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 539 663	532 711	1 006 952
Autres emprunts et dettes assimilées	318 033	273 380	44 653
Passifs à la juste valeur	12 107	95	12 012
Endettement financier brut	2 416 803	806 186	1 610 617
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	(330 779)	(330 779)	0
Dépôt de garantie en trésorerie ⁽³⁾	0	0	0
Actifs en juste valeur ^{(2) (3)}	(1 328)	0	(1 328)
Endettement financier net	2 084 696	475 407	1 609 289

Au 31/12/2008	dont courant	dont non courant
0	0	0
648 604	99 892	548 712
1 534 858	475 163	1 059 695
308 240	267 556	40 684
4 855	0	4 855
2 496 557	842 611	1 653 946
(394 852)	(394 852)	0
(32 321)	0	(32 321)
(3 750)	0	(3 750)
2 065 634	447 759	1 617 875

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 11

(2) Voir paragraphe " 2 - Actifs et passifs à la juste valeur"

(3) Inclus dans le poste " Autres actifs financiers non-courants "

Principales caractéristiques des éléments de l'endettement financier**I-Analyse des passifs financiers par catégorie****1- Passifs au coût amorti****A-Emprunt obligataire convertible**

(en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Valeur	0	0

B-Autres emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Valeur	548 000	648 604

. Emis par Bolloré (solde au 30 juin 2009 : 87 millions d'euros, solde au 31 décembre 2008 : 187,8 millions d'euros)

La société Bolloré a remboursé en 2009 un emprunt obligataire contracté au cours du mois de mars 2004, d'un montant total de 100 millions d'euros in fine et rémunéré à Euribor six mois + 0,50%. Les obligations d'une valeur nominale de 1 000 euros sont cotées à la bourse de Luxembourg.

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

La première tranche est à taux variable (libor + 1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013 et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ; la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ; la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Cet emprunt fait l'objet d'une couverture mixte de taux et de change (Currency and Interest Rate Swap) échangeant les intérêts initiaux contre du taux fixe en euros, soit 2,925% pour la première tranche, 3,26% pour la deuxième tranche et 4,19% pour la dernière tranche.

Le principal est remboursé en USD sur la base d'un cours de EUR 1=1,3192 USD

. Emis par Financière de l'Odet (solde au 30 juin 2009 : 460,0 millions d'euros, solde au 31 décembre 2008 : 460,0 millions d'euros)

Un emprunt obligataire a été émis pour un montant total de 460 millions d'euros, la première tranche a été libérée en août 2001 pour 200 millions d'euros, et la seconde tranche a été libérée en septembre 2001 pour 260 millions d'euros. Cet emprunt obligataire porte intérêts à taux variable Euribor 12 mois majoré de 1,15% et venait à échéance en 2006. L'échéance initiale a été reportée au 27/08/2010 par une Assemblée générale d'obligataires qui a modifié le taux variable à Euribor 12 mois majoré de 1,20 % à compter du 27/08/2003.

Le taux d'intérêt relatif à la période du 27 août 2002 au 27 août 2003 s'élève à 4,68%. Pour la période du 27 août 2003 au 27 août 2005, le taux d'intérêt était de 3,51%, du 27 août 2005 au 27 août 2007 le taux d'intérêts est de 3,41%. Le taux d'intérêt de la période du 27 Août 2007 au 27 Août 2008 est de 5,99%, calculé sur la base de l'Euribor 12 mois.

Une tranche de 160 millions d'euros avait fait l'objet d'un swap de taux pour passer à taux fixe du 26 août 2003 au 26 août 2006, soit un taux de 3,78% majoré de 1,20%.

C-Emprunts auprès des établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Valeur	1 539 663	1 534 858

* Dont lignes de crédit syndiqué tirées de 470 millions d'euros au 30 juin 2009 et 400 millions d'euros au 31 décembre 2008 dans le cadre d'un crédit revolving syndiqué dont l'échéance est 2014.

* Dont 157 millions d'euros au 30 juin 2009 et 193 millions d'euros au 31 décembre 2008 au titre d'un programme de mobilisation de créances,

* Dont 200 millions d'euros de financements garantis par des nantissements de titres,

* Dont 211,7 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 400 millions d'euros maximum (77 millions d'euros au 31 décembre 2008).

D-Autres emprunts et dettes assimilées

(en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Valeur	318 033	308 240

* Comprend principalement des concours bancaires courants pour un montant de 161 millions d'euros au 30/06/2009 et 158 millions d'euros au 31/12/2008.

2 - Actifs et passifs à la juste valeur en compte de résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Valeur		
Dérivés actifs non courants	(1 328)	(3 750)
Dérivés actifs courants	0	0
Total	(1 328)	(3 750)
Dérivés passifs non courants	12 012	4 855
Dérivés passifs courants	95	0
Total	12 107	4 855

Nature et juste valeur des principaux instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Nature	Société	Échéance	Montant nominal total (en milliers de devises)	Juste valeur des instruments au 30 juin 2009 (en milliers d'euros)
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur taux fixe	De Taux	Bolloré	2009 à 2012	183 000 (€)	(7 433)
Currency Interest rate swap	De change et de taux	Bolloré	2013/ 2016/ 2018	123 000 (\$)	456
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur taux fixe/capé	De taux	SDV UK	2 013	25 500 (€)	(2 157)
Ventes d'options	De taux	Financière du Loch	2 012	20 000 (€)	(2 517)

Les dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne sont pas qualifiés comptablement de couverture.

Les produits et les charges comptabilisés en résultat de la période au titre de ces passifs financiers sont présentés en note 22 - Résultat financier.

NOTE 17 - Fournisseurs et autres créiteurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Reclassement IFRS5 ⁽¹⁾	Au 30/06/2009
		Entrées	Sorties					
Dettes fournisseurs	762 146	3 267	(353)	(127 025)	(238)	(1 577)	(16 010)	620 210
Dettes sociales et fiscales d'exploitation	173 012	288	(1 155)	(4 481)	251	704	(7 594)	161 025
Clients créditeurs	105 124	5	(82)	6 721	(1 955)	176	(668)	109 321
Comptes courants - passif à moins d'un an	31 643	(33)	1 067	(5 884)	2 789	(1)	0	29 581
Autres dettes d'exploitation	484 820	1 212	(71)	75 527	(5 615)	6 232	0	562 105
Autres dettes	44 546	32	1	7 563	(69)	2 660	(1 056)	53 677
Total	1 601 291	4 771	(593)	(47 579)	(4 837)	8 194	(25 328)	1 535 919

(1) Reclassement des actifs destinés à la vente dans une ligne spécifique du bilan.

NOTE 18 - Activités destinées à la vente

Au 30 juin 2009, le Groupe est engagé dans une procédure de cession de son activité Papiers à cigarettes et impressions minces avec le Groupe Republic, portant sur l'ensemble des actifs et passifs de cette activité. La vente a été réalisée en juillet 2009.

I) Actifs et passifs des activités destinées à la vente

Conformément à la norme IFRS 5, l'ensemble des actifs et passifs de l'activité " Papiers " est présenté au bilan sur une ligne spécifique de l'actif et du passif, dans les comptes consolidés au 30 juin 2009. Les périodes comparatives ne sont pas retraitées.

30/06/2009	
(en milliers d'euros)	
Actifs destinés à la vente	84 342
Immobilisations incorporelles	983
Immobilisations corporelles	32 973
Autres actifs financiers	274
Impôts différés	4 375
Stocks et en-cours	17 482
Clients et autres débiteurs	21 737
Impôts courants	3 568
Autres actifs courants	811
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 139
Passifs liés aux actifs destinés à la vente	104 405
Emprunts et dettes financières long terme	1 443
Provisions pour avantages au personnel	9 273
Autres provisions	301
Impôts différés	8 006
Emprunts (part à moins d'un an) et concours banc	1 302
Provisions (part à moins d'un an)	819
Fournisseurs et comptes rattachés	80 168
Impôts courants	1 131
Autres passifs courants	1 962

II) Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres liés aux actifs non courants destinés à la vente

30/06/2009	
(en milliers d'euros)	
Autres éléments du résultat global	Néant

III) Compte de résultat des activités destinées à la vente

L'activité " Papiers " constituant une branche d'activité à part entière, conformément à la norme IFRS 5, le résultat est regroupé sur une ligne spécifique au compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 ; les périodes comparatives ont fait l'objet d'un retraitement.

(en milliers d'euros)	Juin 2009	Juin 2008	Décembre 2008
Chiffre d'affaires	60 420	57 061	117 023
Achats et charges externes	(41 873)	(46 671)	(94 797)
Frais de personnel	(14 036)	(13 618)	(27 225)
Amortissements et provisions	(2 304)	(9 698)	(14 076)
Autres produits et charges opérationnels	(225)	176	(246)
Résultat opérationnel	1 982	(12 750)	(19 321)
Résultat financier	(793)	(1 256)	(2 693)
Impôt sur les résultats	270	2 415	2 632
Résultat après impôt des activités destinées à la vente	1 459	(11 591)	(19 382)
Perte après impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités destinées à la vente ⁽¹⁾	(10 845)	0	0
Résultat net des activités destinées à la vente	(9 386)	(11 591)	(19 382)

(1) La juste valeur des actifs cédés a été estimée sur la base de leur prix net de cession, et la moins value correspondante a été reconnue en résultat des activités destinées à la vente. L'amortissement des actifs a cessé à la date de classement en activité destinée à être cédée.

IV) Variation des flux de trésorerie des activités destinées à la vente

(en milliers d'euros)	Juin 2009	Juin 2008	Décembre 2008
Résultat net	(9 386)	(11 591)	(19 382)
Perte après impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités destinées à la vente	10 845	0	0
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (a)	1 806	3 197	6 275
Flux nets de trésorerie sur investissements (b)	(2 869)	(1 583)	(4 153)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement (c)	(212)	(1 279)	(1 390)
Variation de la trésorerie (a) + (b) + (c)	(1 275)	335	732
Trésorerie à l'ouverture	2 449	1 717	1 717
Trésorerie à la clôture	1 174	2 052	2 449

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 19 - Informations sur les secteurs opérationnels

Le Groupe applique pour la première fois la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels" dans ses comptes 2009.

Conformément aux dispositions de la norme, les informations sectorielles comparatives au titre des périodes antérieures ont été retraitées afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2009.

Conformément aux dispositions de cette norme, les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe), ils reflètent l'organisation du Groupe qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs utilisés par le Groupe sont au nombre de 4 :

- Transport et logistique: comprend les activités de services, portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien, et de la logistique
- Industrie: comprend les activités de production et de vente de films plastiques, batteries, super capacités, terminaux et systèmes spécialisés, développements automobiles
- Distribution d'énergie : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe
- Autres activités: regroupe les activités Média (télévision, presse, cinéma...), Etudes, Télécom (technologie de l'information et de la communication), les plantations, et les holdings.

L'application de cette norme ne révèle pas d'effet majeur sur la présentation sectorielle du Groupe, qui reste basée sur une approche par métier, comme précédemment.

Les modifications portent sur les regroupements de secteurs suivants, de caractéristiques communes ou de faible matérialité :

- les anciens secteurs "Films Plastiques", "Terminaux spécialisés" ont fait l'objet d'un regroupement dans le secteur "Industrie".
- Les secteurs "Distribution d'énergie" et "Transport et logistique" restent inchangés.
- Enfin les anciens secteurs "Autres activités", "Médias et Télécom" ont été regroupés en "Autres activités".

Les transactions entre les différents secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Les résultats opérationnels sectoriels sont les principales données utilisées par la Direction Générale afin d'évaluer la performance des différents secteurs, et de leur allouer les ressources.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Il n'y a donc pas de réconciliation entre la présentation du reporting interne et celle des comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires et les investissements sont également suivis par la Direction Générale sur une base régulière.

En revanche, l'indicateur concernant les actifs sectoriels est présenté conformément à la norme IFRS 8 mais n'est pas présenté de manière régulière à la Direction générale.

Il fait l'objet d'une réconciliation avec les comptes consolidés.

L'information concernant les dotations aux amortissements et provisions est fournie pour permettre au lecteur d'apprécier les principaux éléments sans effets monétaires du résultat opérationnel sectoriel mais n'est pas transmise dans le reporting interne.

- Information par secteur opérationnel

Au 30 juin 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	1 973 035	83 166	835 135	60 396	0	2 951 732
Chiffre d'affaires inter-secteurs	1 759	94	480	16 215	(18 548)	0
Total chiffre d'affaires	1 974 794	83 260	835 615	76 611	(18 548)	2 951 732
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(47 715)	(11 111)	(6 661)	(7 161)	0	(72 648)
Résultat opérationnel	141 147	(52 366)	30 065	(34 559)	0	84 287
Investissements corporels et incorporels	93 150	5 818	3 798	5 610	0	108 376
Actifs sectoriels	2 767 716	207 292	365 019	377 484	23 665	3 741 176

En juin 2008

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 185 058	110 384	1 177 984	49 677	0	3 523 102
Chiffre d'affaires inter-secteurs	1 644	144	770	14 319	(16 877)	0
Total chiffre d'affaires	2 186 702	110 528	1 178 754	63 996	(16 877)	3 523 102
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(42 476)	(8 863)	(7 276)	(4 088)	0	(62 703)
Résultat opérationnel	140 618	(43 003)	20 837	(48 319)	0	70 133
Investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	64 721	10 197	5 075	11 867	0	91 860
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	2 739 497	325 989	588 310	328 386	30 395	4 012 577

En décembre 2008

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	4 528 058	217 947	2 372 842	96 820	0	7 215 667
Chiffre d'affaires inter-secteurs	3 734	445	1 580	29 401	(35 160)	0
Total chiffre d'affaires	4 531 792	218 392	2 374 422	126 221	(35 160)	7 215 667
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(83 903)	(21 990)	(13 156)	(11 348)	0	(130 397)
Résultat opérationnel	297 701	(80 164)	17 886	(93 146)	0	142 277
Investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	152 437	37 141	8 440	46 113	0	244 131
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	2 728 444	313 316	395 099	305 279	74 161	3 816 299

⁽¹⁾ Pour l'Industrie, en 2008, comprend les éléments de l'activité "Papiers" reclassés en 2009 en "Actifs destinés à la vente".

Les transactions entre secteurs sont effectuées aux conditions de marché.

- Réconciliation des actifs sectoriels avec les comptes consolidés:

(en milliers d'euros)	Juin 2009	Décembre 2008
Goodwill	972 671	961 238
Immobilisations incorporelles	207 258	165 161
Immobilisations corporelles	927 391	991 382
Stocks et en cours	146 365	143 019
Clients et autres débiteurs	1 546 381	1 566 743
Autres actifs courants	29 812	20 695
Total actifs sectoriels y compris comptes courants	3 829 878	3 848 238
Comptes courants	(88 702)	(31 939)
Total actifs sectoriels hors comptes courants	3 741 176	3 816 299

- Informations par zone géographique

(en milliers d'euros)	France et DOM-TOM	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/ Pacifique	Total
En juin 2009						
Chiffre d'affaires	1 389 794	469 437	792 214	109 482	190 805	2 951 732
- Immobilisations incorporelles	155 420	436	48 999	886	1 517	207 258
- Immobilisations corporelles	384 568	40 539	479 243	16 931	6 110	927 391
Investissements incorporels et corporels	20 541	851	84 355	976	1 743	108 376
En juin 2008						
Chiffre d'affaires	1 838 821	622 616	701 139	139 856	220 670	3 523 102
- Immobilisations incorporelles	134 310	464	3 158	620	632	139 184
- Immobilisations corporelles	444 323	39 965	445 368	15 377	6 902	951 935
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	32 802	1 675	54 245	1 328	1 810	91 860

En décembre 2008

Chiffre d'affaires	3 639 661	1 346 861	1 477 941	283 686	467 518	7 215 667
- Immobilisations incorporelles	158 910	447	3 873	912	1 019	165 161
- Immobilisations corporelles	446 768	39 399	481 133	16 418	7 665	991 382
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	105 854	2 948	126 522	4 664	4 143	244 131

(1) Pour l'Industrie, en 2008, comprend les éléments bilantiels de l'activité "Papiers" reclassés en 2009 en "Actifs destinés à la vente".

NOTE 20 - Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

	Jun 2009	Variations de périmètre	Variations de change	Jun 2009 périmètre et change constants	Jun 2008	Décembre 2008
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Chiffre d'affaires	2 951 732	(26 267) ⁽¹⁾	2 444	2 927 909	3 523 102	7 215 667
Résultat opérationnel	84 287	(4 186) ⁽²⁾	1 264	81 365	70 133	142 277
Résultat financier	(35 284)	6 686 ⁽³⁾	63	(28 535)	258 305	116 170

(1) La variation de périmètre concernant le chiffre d'affaires est principalement liée aux entrées de périmètre en 2008 de Seaways PTY LTD (contribuant pour (20,4) millions d'euros) ainsi que du sous groupe Whitehorse (contribuant pour (10,1) millions d'euros).

(2) Au niveau du résultat opérationnel, la variation de périmètre correspond principalement aux entrées du sous groupe Whitehorse (contribuant pour (1,6) millions d'euros), Les Charbons Maulois (contribuant pour (1,3) millions d'euros).

(3) Au niveau du résultat financier, la variation de périmètre correspond principalement à l'intégration dans le périmètre de consolidation du groupe Aegis.

NOTE 21 - Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

	Jun 2009	Jun 2008	Décembre 2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Chiffre d'affaires	2 951 732	3 523 102	7 215 667
Achats et charges externes	(2 297 432)	(2 874 292)	(5 894 946)
Locations et charges locatives	(72 736)	(70 079)	(143 008)
Frais de personnel	(452 083)	(438 607)	(895 351)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(72 648)	(62 702)	(130 398)
Plus ou moins-value sur cessions d'actifs non financiers	3 118	1 362	3 015
Pertes et gains de change nets	3 474	(1 080)	7 289
Pertes et bénéfices attribués	356	829	2 332
Autres charges opérationnelles	(28 292)	(24 923)	(63 344)
Autres produits opérationnels	48 798	16 523	41 021
Résultat opérationnel	84 287	70 133	142 277

NOTE 22 - Résultat financier

	Jun 2009	Jun 2008	Décembre 2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Coût net du financement			
Charges d'intérêts	(51 877)	(55 050)	(121 925)
Revenus des créances financières	4 513	4 345	13 892
Autres (net)	896	(539)	2 379
Sous-total	(46 468)	(51 244)	(105 654)
Autres produits et charges financiers			
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	25 885	11 804	50 777
Produit net de cession des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	217	358 286	363 934
Variation des provisions financières ⁽³⁾	(8 540)	(18 744)	(133 621)
Dérivé sur vente à terme Vallourec ⁽⁴⁾	0	(53 606)	(45 595)
Autres (net)	(6 378)	11 809	(13 671)
Sous-total	11 184	309 549	221 824
Résultat financier	(35 284)	258 305	116 170

(1) Principalement dividendes Vallourec reçus au cours du premier semestre 2009.

(2) Au cours de l'année 2008, le Groupe a cédé 3,60 % de Vallourec pour 400 millions d'euros générant une plus-value de 358,1 millions d'euros.

(3) Au cours de l'exercice 2008, les titres Aegis ont fait l'objet d'une dépréciation de 114 millions d'euros dont 9 millions d'euros au cours du premier semestre 2008.

(4) En 2008, une partie des titres Vallourec détenue par le Groupe faisait l'objet de ventes à terme, la variation de juste valeur de ces dérivés a été constatée dans le résultat financier de cette période.

NOTE 23 - Impôts sur les bénéfices*Analyse de la charge d'impôt*

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Jun 2009</i>	<i>Jun 2008</i>	<i>Décembre 2008</i>
Impôts exigibles	(64 139)	(56 701)	(117 372)
Crédit-d'impôt	2 880	88	4 979
Economie d'impôt due aux intégrations fiscales	22 110	21 657	51 118
<i>Sous-total impôts sur les bénéfices</i>	<i>(39 149)</i>	<i>(34 956)</i>	<i>(61 275)</i>
Variations des provisions pour impôts de distributions	8 268	5 349	(2 919)
Impôts différés nets	(4 018)	(4 180)	2 946
<i>Sous-total impôts différés</i>	<i>4 250</i>	<i>1 169</i>	<i>27</i>
Total	(34 899)	(33 787)	(61 248)

A U T R E S I N F O R M A T I O N S

NOTE 24 - Parties liées

Le Groupe a conclu diverses transactions avec des sociétés liées dans le cadre normal de ses activités. Ces transactions sont réalisées aux conditions de marché.

Elles comprennent principalement les relations de nature commerciale ou financière entre Financière de l'Odet et ses filiales, notamment les opérations de centralisation de trésorerie.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2009, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions entre le Groupe et ses parties liées par rapport au 31 décembre 2008. (voir Note 33 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008).

Note 25 - Engagements hors bilan

La présente note se lit en complément des informations relatives aux engagements donnés et reçus au 31 décembre 2008, tels que décrits dans la note 34 " Engagements donnés " et 35 " Engagements reçus " de la note annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2008.

Aucun nouvel engagement significatif n'a été conclu au cours du premier semestre 2009 par le Groupe.

NOTE 26 - Informations sur les instruments financiers et la gestion des risques

Cette présente note est une actualisation des informations fournies dans la note 36 du rapport annuel 2008.

Suivi et gestion de la dette et des instruments financiers

Les directions de la Trésorerie et du Contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et des indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval de la Direction Financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

A - Risque de marché concernant les actions cotées

Compte tenu de ses activités financières, le Groupe Financière de l'Odet est exposé à la variation du cours des titres cotés.

Les titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées sont évalués en juste valeur à la clôture conformément à la norme IAS 39 Instruments financiers et sont classés en actifs financiers disponibles à la vente.

Pour les titres cotés, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

Au 30 juin 2009, les réévaluations temporaires des titres disponibles à la vente du bilan consolidé déterminées sur la base des cours de bourse s'élèvent à 409,8 millions d'euros avant impôt, avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés⁽¹⁾.

Au 30 juin 2009, une variation de 1% des cours de bourse entraînerait un impact de 9,1 millions d'euros sur les actifs disponibles à la vente et de 9 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés⁽¹⁾.

(1) Incluant des réévaluations par transparence basées notamment sur des valeurs boursières (voir note 8 Autres Actifs financiers).

B - Risque de liquidité

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 30 juin 2009 inclut 211,7 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 400 millions d'euros maximum et 157 millions de mobilisations de créances.

Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 1 049 millions d'euros au 30 juin 2009.

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

- année 2009	13 %
- année 2010	24 %
- année 2011	1 %
- année 2012	16 %
- année 2013	4 %
- année 2014	39 %
- au delà de 2014	3 %
Total	100 %

La majorité des tombées intervient en 2014 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. L'essentiel des lignes de crédits accordées dont le crédit Syndiqué de 1,1 milliard d'euros à échéance 2014 ne prévoit pas de clause de remboursement anticipé fonction du respect de ratios financiers. Quelques crédits prévoient le respect de deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 30 juin 2009.

C - Gestion du risque de taux

La Direction Générale décide de la mise en place de couverture de taux. Des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont éventuellement utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

La note 16 décrit les différents instruments dérivés de couverture de risque de taux du groupe.

Au 30 juin 2009, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élevait à 16 % de l'endettement total.

Sensibilité : si les taux varient uniformément de +1 % l'impact annuel sur les frais financiers serait de + 17 millions d'euros après couverture sur la dette portant intérêt.

Les excédents de trésorerie sont placés dans des produits monétaires sans risque.

D - Risque crédit client

La Direction de la Trésorerie Groupe centralise mensuellement l'évolution du besoin en fonds de roulement. La plupart des divisions ont recours à l'assurance crédit et, les plus grandes, ont un crédit manager.

De par la diversité de ses activités, le Groupe a une base de clients très diversifiée tant en terme de secteur d'activité que de taille et de localisation.

Les analyses des créances clients sont réalisées au cas par cas, et les dépréciations sont constatées sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client, de l'existence ou non d'une assurance crédit, et des retards de paiement.

Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

E - Gestion du risque de devise

La répartition du chiffre d'affaires (56 % en zone Euro, 15 % en zone CFA, 3 % francs suisse, 2 % Dollar US, 2 % Livre Sterling, 22 % autres devises) et le fait que beaucoup de dépenses d'exploitation soient en devises locales, limitent de fait l'exposition du Groupe au risque de change opérationnel.

Le Groupe réduit encore son exposition au risque de change en couvrant ses principales opérations en devises, autres que l'euro et le CFA.

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises vis à vis de tiers externes tant en export/vente qu'import/achat supérieurs à 150 K€ ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, chaque fin de mois elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à 30 ou 60 jours fin de mois.

La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché.

Les flux intra-groupe font l'objet d'un netting mensuel qui permet de limiter les flux échangés et de couvrir les risques de change résiduels.

Les pertes et gains de change nets annuels totaux liés aux flux opérationnels en devises se sont élevés au 30 juin 2009 pour le Groupe à + 3,5 millions d'euros soit 4% du résultat opérationnel de la période.

Le dollar américain est la devise qui génère l'exposition économique la plus significative pour le Groupe de part ses effets directs et indirects sur l'activité.

Une augmentation de l'USD de 10% aurait eu un effet de conversion de seulement + 0,3 millions d'euros sur le résultat opérationnel au 30 juin 2009.

F - Gestion du risque matières premières

Les métiers du Groupe ci-dessous sont sensibles aux évolutions des cours des matières premières suivantes :

Energie : Pétrole

Papiers : Pâte à papier

Plantations : Huile de palme et caoutchouc

Compte tenu de la dispersion de ses activités, les effets de l'évolution du cours de ces matières premières sur les résultats du Groupe dans son ensemble restent toutefois limités.

Au niveau des secteurs d'activité, la Distribution d'énergie est le seul secteur du Groupe qui soit directement et notablement impacté par la variation du prix du baril de pétrole, au niveau du chiffre d'affaires, qui est fortement corrélé au prix du pétrole brut et totalement corrélé au prix des produits raffinés.

Afin de minimiser les effets du risque pétrole sur les résultats, le secteur Distribution d'énergie répercute les variations du cours du produit aux clients et met en place des achats et ventes à terme de produit adossés à des opérations physiques.

Les stocks de ce secteur d'activité comprennent toutefois pour partie un stock de fuel domestique non couvert valorisé sur la base d'un prix de marché (FOD) fortement corrélé à celui du baril.

NOTE 27 - Evénements postérieurs à la clôture**Cession de l'activité Papiers**

Le Groupe a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces (117 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008, 440 salariés à Thonon et Laval sur Vologne) au Groupe Republic, premier fabricant américain de cahiers à cigarettes. Les impacts chiffrés sont fournis dans la note 18 "activités destinées à la vente".

Le Groupe a obtenu en août 2009 la concession du terminal à conteneurs de Cotonou au Bénin pour 25 ans

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 août 2009

Cédric de Bailliencourt
Président directeur général

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **FINANCIERE DE L'ODET**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1-B.4.1 de l'annexe relative à la première application de la norme IFRS 8.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Levallois-Perret, le 31 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

AEG FINANCES

CONSTANTIN ASSOCIES

Philippe BAILLY

Thierry QUERON